

Marché Public de Travaux

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Commun à tous les lots

MARCHE N°

Personne publique

Mairie de MONTILS

8 Rue du Gîte – 17800 MONTILS

Personne Responsable du Marché

Monsieur le Maire de MONTILS

Maîtrise d'œuvre de conception

Cabinet MOREAU & Associés

2 Rue des Garlus – 17800 PONS

Tél : 05 46 96 45 50 – contact@cma-eco.fr

Objet de la consultation

AMENAGEMENT BATIMENT COMMUNAL (restructuration)

28 Rue du Commerce – 17800 MONTILS

Remise des offres

Date limite de réception : **30 septembre 2025 à 12h00**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1. Objet du marché – dispositions générales	5
1.1. Objet du marché.....	5
1.2. Décomposition en tranches, lots et bons de commande	5
1.3. Conditions de passation des bons de commande.....	5
1.4. Mandataire de la personne publique.....	5
1.6. Maîtrise d'œuvre	5
1.7. Contrôle technique	5
1.9. Coordonnateur OPC	6
2. Pièces constitutives du marché	6
2.1. Pièces particulières	6
2.2. Pièces générales.....	7
3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes.....	7
3.1. Répartition des paiements.....	7
3.2. Tranches conditionnelles.....	7
3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie	7
3.3.5. Répartition des dépenses communes de chantier	9
3.4. Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement.....	9
3.5. Variation dans les prix.....	9
4. Délai(s) d'exécution – Pénalités et primes.....	11
4.1. Délais d'exécution des travaux.....	11
4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution.....	11
4.1.2. Calendrier général d'exécution	12
4.1.bis. Travaux urgents	12
4.2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents marchés séparés en lots.....	12

4.3. Pénalités pour retard - primes d'avance	12
4.3.1. Pénalités pour retard Choix du Maître d'Ouvrage d'exonérer ou non et montant des pénalités.....	12
4.3.2. Primes d'avance	14
5. Clauses de financement et de sûreté	14
5.1. Retenue de garantie, Cautonnement.....	14
5.2. Avance forfaitaire	15
6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	16
6.1. Provenance des matériaux et produits	16
6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	16
6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	16
6.3.1. Vérifications, essais et épreuves sur le chantier	16
6.3.2. Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier	16
6.3.3. Essais.....	17
6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par la personne publique.	17
7. Propriété industrielle ou commerciale	17
8. Implantation des ouvrages.....	17
8.1. Piquetage général.....	17
8.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	17
9. Préparation, coordination et exécution des travaux	17
9.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	17
9.2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail	17
9.2. bis. Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément	17
9.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	18
9.4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.....	18
10. Contrôles et réception des travaux	18
10.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	18
10.2. Réception	18
10.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.	18
10.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	18

10.5. Documents fournis après exécution	18
10.6. Délai de garantie	19
10.7. Garanties particulières	19
10.8. Assurances.....	19
10 9. Résiliation	19
11. Dérogations aux documents généraux	19

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent **l'aménagement d'un bâtiment communal** situé 28 rue du Commerce – 17800 MONTILS

La description des ouvrages et leur spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2. Décomposition en tranches, lots et bons de commande

Les travaux seront réalisés en une seule tranche.

Les travaux sont répartis en 13 lots attribués par marché séparé tel qu'il suit.

Lot n°	Intitulé
1	Gros œuvre
2	Charpente
3	Couverture

1.3. Conditions de passation des bons de commande

Sans objet.

1.4. Mandataire de la personne publique

Le mandataire de la personne publique est :

Monsieur le Maire de la Mairie de MONTILS

1.5. Conduite d'opération

La conduite d'opération est portée par :

MAIRIE de MONTILS

8 Rue du Gîte – 17800 MONTILS

Mairie@montils.fr

1.6. Maîtrise d'œuvre de CONCEPTION

Cabinet MOREAU & Associés

2 Rue des Garlus – 17800 PONS

Tél : 05 46 96 45 50 – contact@cma-eco.fr

La mission confiée à la maîtrise d'œuvre est une de maîtrise d'œuvre partielle limitée à la conception. La maîtrise d'œuvre d'exécution sera assurée par la Mairie de MONTILS.

1.7. Contrôle technique

Sans objet

1.8. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au coordonnateur sécurité :

En cours de désignation

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats.
- La copie des déclarations d'accidents de travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants.
- Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. : de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet; de son (ou ses) intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis à la personne publique.

La notice (plan général de coordination) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est jointe au dossier. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par la notice en matière de sécurité et protection de la santé ainsi que ses modifications ultérieures.

1.9. Coordonnateur OPC

Sans objet

2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1. Pièces particulières

- **L'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi.
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi sans modification.
- L'étude de sol G2 AVP
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi sans modification et les plans établis par la Maîtrise d'Oeuvre.
- Le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux
- Le mémoire technique de l'entreprise
- Les actes spéciaux de sous-traitance
- La décomposition du prix global et forfaitaire présentée sous forme de détail quantitatif estimatif

Lot n°	Intitulé
1	Gros œuvre
2	Charpente
3	Couverture

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au **3.4.** :

- **Le Cahier des Clauses Techniques Générales** applicable aux marchés publics de travaux.
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de travaux et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.
- **Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques** unifiés (C.C.S. - D.T.U.) énumérés à **l'annexe 1 de la circulaire** de ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par **l'annexe 2** à cette circulaire.

3. Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- L'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- L'entreprise mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants

3.2. Tranches conditionnelles

Sans objet

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

3.3.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prestations sont traitées à prix global et forfaitaire.

Les prestations sont quantifiées sur le DPGF.

3.3.2. Règlement des ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application du prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement.

Pour l'ensemble des lots, en cas de variation des quantités par rapport à celles indiquées dans les pièces du marché, le titulaire ne pourra prétendre au versement d'une indemnité et ce par dérogation aux articles 15, 16 et 17 du C.C.A.G des travaux.

3.3.3. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris les frais généraux, impôts, taxes, frais éventuels de piquetage...dans les conditions définies à l'article 10 du CCAG-Travaux.

Ils sont supposés inclure toutes les dépenses relatives à la complète exécution des travaux notamment celles relatives au suivi de la qualité, aux dispositions nécessaires pour une totale

conformité avec les règlements d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Le titulaire reconnaît avoir établi tous ses prix en connaissance de tous les éléments nécessaires à la complète et parfaite exécution des études, prestations, travaux et fournitures, même annexes ou accessoires qui lui sont confiés.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'état des lieux. De même, l'absence d'un poste de travaux ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations figurant au C.C.T.P ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux règles de l'art.

3.3.4. Règlement des travaux en régie

Il n'est pas prévu de règlement des travaux en régie.

3.3.5. Modalités du règlement des comptes du marché

Conformément à l'article 11.1 du CCAG travaux, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Les sommes dues à l'Entrepreneur titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours.

Conformément à l'article 13 du CCAG Travaux, le paiement s'effectue comme suit :

a) Demande de paiements mensuels[U1]

Le titulaire transmet chaque mois au maître d'ouvrage son projet de décompte mensuel qui comprend les éléments cités aux articles 13.1.2, 13.1.3, 13.1.5 et 13.1.7 du CCAG-travaux.

Le mandataire du maître de l'ouvrage dispose alors d'un délai de 30 jours pour procéder au paiement de l'acompte. Ce délai court à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre.

b) Demande de paiement final

Le titulaire transmet un projet de décompte final au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception conformément à l'article 13.3.2 du CCAG travaux. Son projet de décompte final comprend les éléments cités à l'article 13.1.7 du CCAG-travaux. Le titulaire envoie cette demande de paiement au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le projet de décompte général est signé par le mandataire du maître de l'ouvrage et devient le décompte général.

Le mandataire du maître de l'ouvrage notifie le décompte général au titulaire à la plus tardive des deux dates ci-après :

- 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire
- 30 jours à compter de la réception par le mandataire du maître de l'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire

Si la valeur finale des index de référence ne sont pas connues, le maître d'ouvrage notifie au titulaire la révision des prix afférente au solde dans les 10 jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après la révision définitive des prix.

Dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte général, le titulaire renvoie au mandataire du maître de l'ouvrage avec copie au maître d'œuvre le décompte général revêtu de sa signature sans ou avec réserves ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de signer conformément à l'article 13.4.4 du CCAG travaux. Si la signature du décompte est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif.

Le mandataire du maître de l'ouvrage dispose alors d'un délai de 30 jours pour procéder au paiement du décompte général et définitif à compter de la réception de ce dernier.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

Si le mandataire du maître de l'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais précités alors le titulaire notifie un projet de décompte général au maître d'ouvrage dans les conditions définies à l'article 13.4.4 du CCAG-travaux. Si dans un délai de 10 jours le maître d'ouvrage n'a pas notifié le décompte général au titulaire alors celui-ci devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révision de prix définitive, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Ils sont supposés inclure toutes les dépenses relatives à la complète exécution des travaux tels que définis dans le C.C.T.P. ou le descriptif de travaux, notamment celles relatives au suivi de la qualité, aux dispositions nécessaires pour une totale conformité avec les règlements d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

L'opérateur économique reconnaît avoir établi tous ses prix en connaissance de tous les éléments nécessaires à la complète et parfaite exécution des études, prestations, travaux et fournitures, même annexes ou accessoires qui lui sont confiés.

De même, l'absence d'un poste de travaux ne pourra être invoquée pour réclamer un règlement hors forfait des prestations ou tout simplement nécessaires à une exécution conforme aux règles de l'art.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au
- déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

3.3.6. Répartition des dépenses communes de chantier

Se reporter aux prescriptions du CCTP Lot n°0 Généralités tous corps d'état et au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la santé.

3.4. Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

En application des dispositions de l'article 2122-1 et 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié avec le titulaire pour des prestations similaires, sans publicité préalable et sans mise en concurrence.

3.5. Variation dans les prix

Les prix seront fermes. A préciser par le Maître d'Ouvrage et choisir parmi les propositions ci-dessous en fonction du choix retenu.

ACTUALISATION

Conformément à l'article R. 2112-11 du code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule suivante : $I(m - 3)$

$P = P_0 \times I$

I_0

I_0 est l'index de référence défini ci-dessous de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

$I(m - 3)$ est l'index de référence défini ci-dessous de la date de début d'exécution des prestations, moins 3 mois

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur. Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m de remise de l'offre.

3.5.1 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

3.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1. Désignation des sous-traitants en cours de marché

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

3.6.2. Modalités de paiement direct par virements

Les dispositions des articles R2193-10 à -22 du Code de la Commande Publique s'appliquent dans leur totalité.

3.7 Délai de paiement

Le règlement sera effectué par virement administratif dans les conditions et délais prévus au CCAG et au l'article R2192-10 et R2192-12 du Code de Commande Publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, précisés ou complétés par les dispositions ci-après. Le délai de paiement applicable est fixé à 30 jours.

Cette disposition est applicable, le cas échéant, aux demandes de paiement concernant les sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Il n'est pas prévu de paiement pour les approvisionnements.

3.8 Transmission de la facture

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 du 02 Novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1er janvier 2020.

Toute facture papier sera automatiquement rejetée.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus pro ».

Dans l'hypothèse où le titulaire est titulaire de plusieurs marchés/lots, il transmettra une facture par marché/lot.

SIRET MAIRIE DE MONTILS : 211 702 428 00015

4. Délai(s) d'exécution – Pénalités et primes

4.1. Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots tous corps d'état est fixé au paragraphe **B5 de l'Acte d'Engagement**.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé au **4.1.2. ci-après**.

4.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Sans objet

4.1.2. Calendrier général d'exécution

A. Le calendrier général d'exécution, basé sur le phasage présent dans le dossier de consultation des entreprises, est élaboré par la Maîtrise d'œuvre.

B. Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C. Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître de chantier peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixés au paragraphe **B5 de l'Acte d'Engagement**.

4.1.bis. Travaux urgents

Il n'est pas prévu de mesures particulières relatives aux travaux urgents.

4.2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents marchés séparés en lots.

Le Maître d'œuvre, pourra, sous réserve de l'accord préalable du Maître d'Ouvrage proroger les délais d'exécution des travaux dans les conditions fixées aux articles 18.2 du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux**.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier.

Nature des phénomènes	Intensité et unité	Durée
Vent	80 km/h	8 heures
Neige	2 cm	1 jour
Pluie	10 mm	1 jour
Froid	- 5° C	1 jour

Les lieux de constatation des intensités des phénomènes naturels est : **MONTILS**

Ce seuil est à moduler dans le cas d'utilisation de produits ou d'équipements spécifiques (telle que les grues à tours ou les grues mobiles par exemple) et devra alors être conforme aux spécifications du fabricant.

En tout état de cause, l'augmentation du délai consécutif aux intempéries ne pourra donner lieu à supplément de prix. En cas d'intempéries obligeant à un arrêt de chantier, l'entrepreneur devra le signaler au Maître d'Œuvre.

4.3. Pénalités pour retard - primes d'avance

4.3.1. Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 150,00 €.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée aux titulaires et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

A/ Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

B/- Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier	Journalière	50,00 €	Par dérogation à l'article 37.2 du C.C.A.G., la pénalité s'applique si l'entrepreneur n'a pas exécuté cette prestation suite à un ordre de service du maître d'oeuvre lui enjoignant d'exécuter le nettoyage et la remise en état dans le délai fixé par ce document. En outre le maître d'oeuvre se réserve le droit de faire nettoyer par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante, au-delà d'un délai de 4 jours.
Retard dans la remise des documents à fournir par le titulaire du marché en cours de chantier	Journalière	150,00 €	Si l'un des documents à charge de l'entrepreneur n'est pas remis dans les délais prévus (notamment les plans d'exécution, les notes de calculs, les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé...), il sera appliqué, à partir du lendemain du jour où ce délai est terminé, une pénalité journalière de 150 € et ce jusqu'à la date effective de la remise du document demandé. Cette pénalité sera retenue sur le décompte définitif des travaux.
Remise du dossier des ouvrages exécutés	Journalière	150,00 €	Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G. doivent être remis au maître d'oeuvre à la demande de réception des travaux. Dans l'attente de la remise de ces documents, une retenue provisoire égale à 2% du montant du marché sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.
Salissures des voies publiques	Journalière	100,00 €	Le défaut d'utilisation d'un dispositif de nettoyage des véhicules avant d'emprunter les voies publiques est passible d'une pénalité de 100 € Par dérogation à l'article 34 du CCAG, le nettoyage et/ou la remise en état seront à la charge du titulaire.
Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite	Forfaitaire	50,00 €	Par infraction constatée.

Dépôt des déblais excédentaires ou gravats en dehors des zones prescrites	Forfaitaire	150,00 €	Par infraction constatée.
Incinération de matériaux sur le chantier	Forfaitaire	200,00 €	Par infraction constatée.
Non suivi des remarques du coordonnateur SPS	Forfaitaire	200,00 €	Par infraction constatée.
Défaut de tri et d'évacuation des déchets	Forfaitaire	200,00 €	Par infraction constatée.
Absences aux rendez-vous de chantier	Forfaitaire	150,00 €	Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement toutes les semaines au jour fixé par le maître d'œuvre. Dès qu'un entrepreneur reçoit la notification du marché, il doit obligatoirement assister aux rendez-vous de chantier, au jour et à l'heure fixés ou se faire représenter par un représentant qualifié de l'entreprise. Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. La bonne marche du chantier est subordonnée aux décisions communes prises aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination. En conséquence, toute entreprise non représentée et non excusée pour une raison valable ou en retard sera pénalisée. Le remplacement de l'entrepreneur par un collaborateur non habilité à engager la responsabilité de l'entreprise sera considérée comme absence et pénalisé comme tel. Pour chaque absence et/ou pour chaque retard supérieur à 15 minutes, cette pénalité sera égale à 150 €. Les pénalités seront automatiquement retenues sur les demandes d'acomptes et comptabilisées en fin de travaux.

4.3.2. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de versement d'une prime d'avance.

5. Clauses de financement et de sûreté

5.1. Retenue de garantie, Cautionnement

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

5.2. Avance forfaitaire

L'option retenue concernant l'avance est l'option A telle que définie à l'article 10 du CCAG-TX.

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Pour les marches dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial TTC du marché.

Pour les marchés publics d'une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est égal à 20% d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché public divisé par la durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant initial. Il doit être terminé avant que ledit montant atteigne 80,00% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Ces précomptes sont proportionnels aux sommes dues ultérieurement au titulaire. Toutefois il est autorisé d'effectuer le remboursement de l'avance dans son intégralité en un seul précompte du moment que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant initial.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

5.3. Avance facultative

Aucune avance facultative n'est versée au titulaire.

6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Dans le cadre de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer à la personne publique des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits "E.A." ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire du marché devra alors apporter à la personne publique les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si la personne publique accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

En complément à l'article **23 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à la personne publique avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

La personne publique dispose d'un délai de 30 jour calendaire pour accepter ou refuser le produit proposé.

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** fixe la provenance de ceux des matériaux, produits ou composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

La personne publique ne mettra pas à disposition de l'entrepreneur de carrières ou de lieux d'emprunt.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1. Vérifications, essais et épreuves sur le chantier

Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** et du **Cahier des Clauses Techniques Générales**. Concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6.3.2. Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier

Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

6.3.3. Essais

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- * S'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;
- * S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par la personne publique.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par la personne publique.

Il n'est prévu aucune disposition particulière.

7. Propriété industrielle ou commerciale

Le marché ne fait l'objet d'aucune disposition particulière concernant l'emploi de brevets, licences, dessins et modèles.

8. Implantation des ouvrages**8.1. Piquetage général**

Il n'est pas prévu de piquetage général des travaux.

8.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Il n'est pas prévu de piquetage spécial des travaux.

9. Préparation, coordination et exécution des travaux**9.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation d'une durée de **1 mois** à partir de la notification du marché, compris dans le délai global.

Le titulaire soumettra au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution.

9.2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les notes de calcul et les études de détail nécessaires pour la réalisation des travaux, sont établies par le titulaire du présent marché, et seront transmises pour validation au maître d'ouvrage avant démarrage des travaux.

9.2. bis. Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément

Le maître d'ouvrage indiquera aux entreprises leurs besoins.

Le maître d'ouvrage fixera les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément.

9.3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Sans objet

9.4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Seules les stipulations du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** sont applicables.

10. Contrôles et réception des travaux**10.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Suivant CCAG.

10.2. Réception

Par dérogation aux **articles 41.1 à 41.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux**,

La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

L'entrepreneur titulaire du lot n° 1 est chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, comme il est stipulé à l'article **41 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux**.

10.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Il n'est pas prévu la prise de possession anticipée de certains ouvrages.

10.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est prévu aucune prescription particulière relative à la mise à disposition de la personne publique des ouvrages sans prise de possession.

10.5. Documents fournis après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Il est demandé une transmission au maître d'œuvre qui collectera l'ensemble des DOE, via support informatique soit sur 3 clés USB et un lien informatique (wetransfer par exemple).

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

10.6. Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1. du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux**.

10.7. Garanties particulières

Il n'est pas prévu de garanties particulières.

10.8. Assurances

Avant tout commencement d'exécution le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- * Une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ;
- * Une assurance décennale couvrant les responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

10 9. Résiliation

Les stipulations du **Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux** sont seules applicables. En tout état de cause, en cas de problème manifeste dans la préparation ou l'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le marché et de changer d'entreprise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

11. Dérogations aux documents généraux

Compte tenu de l'évolution permanente du Code des Marchés publics, de nombreuses incompatibilités peuvent exister entre le CCAG Travaux et le Code des Marchés Publics avec tous ces textes d'application (décrets, arrêtés, circulaires).

En conséquence, toutes les dispositions du présent CCAP dérogeant au CCAG Travaux sont applicables au marché sans nécessité d'être mentionnées au présent article (par dérogation à l'article 3-12 du CCAG Travaux).

Dressé par
Le Maître d'Ouvrage

Le